



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Extension des activités de la société Kawneer à Vendargues - Nouvelle convention d'attribution d'une subvention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La société KAWNEER France est spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution de systèmes architecturaux en aluminium (façades, fenêtres, baies coulissantes). Le siège social du groupe pour le Sud de l'Europe est basé à Vendargues.

En 2014, dans le cadre de sa politique d'investissement, le groupe a choisi l'implantation montpelliéraine (133 salariés) pour réaliser un important projet de regroupement d'activités. Ces investissements permettraient la création de 51 emplois CDI sur 3 ans.

L'enjeu pour le territoire de la Métropole était triple :

- Enjeu de communication, par le renforcement de l'attractivité du territoire du fait de la consolidation de l'ancrage d'un grand compte à renommée internationale ;
- Enjeu de structuration du territoire, car KAWNEER est une entreprise industrielle fortement innovante, et une source potentielle de partenariats avec les startups ;
- Enjeu d'emplois directs, du fait de la création de 51 emplois.

Lors du Conseil du 19 juin 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la société KAWNEER France une subvention de 70 000 €, en abondement d'une Prime à l'Aménagement du Territoire (PAT) d'Etat accordée par le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET), pour l'appui à la réalisation de ce projet. L'assiette retenue, de 4,8 M € HT, correspondant au coût salarial sur 2 ans pour la création des 51 emplois CDI ETP annoncés.

Les délais de cession de foncier entre Languedoc Roussillon Aménagement et l'entreprise ont entraîné un retard important dans le démarrage effectif de l'opération.

De ce fait, Montpellier Méditerranée Métropole a voté, lors du Conseil du 28 septembre 2016, une prolongation de la durée de la convention de financement jusqu'au 16 juin 2018, afin de l'aligner sur la durée de la convention PAT signée avec le CGET, elle-même prorogée jusqu'à cette date.

Depuis, différents retards ont impacté la durée de réalisation de l'opération et n'ont pas permis à l'entreprise de tenir ce délai. Ces aléas n'affecteront pas la création d'emplois prévue au moment de la signature de la convention.

Au regard de ces éléments, il est proposé la signature d'une nouvelle convention portant le report de la date d'échéance, afin de permettre à la société KAWNEER France de poursuivre la réalisation de son programme. Cette nouvelle convention prend fin au 31 décembre 2019, correspondant à la fin de réalisation du programme et sera également alignée sur la prorogation accordée par le CGET jusqu'à cette date.

A ce jour, Montpellier Méditerranée Métropole a versé la somme de 48 125 € à la société KAWNEER. Cette opération est sans incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la nouvelle convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société KAWNEER,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89420-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION KAWNEER 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.